

Les leaders étudiants du mouvement *Occupy* incarcérés

Réactions publiques et débats quant à l'indépendance judiciaire à Hong Kong

TING-FAI YU

Introduction

Le 17 août 2017, trois importants leaders du mouvement *Occupy*, Alex Chow Yong-kang, Nathan Law Kwun-chung et Joshua Wong Chi-fung, ont été condamnés à des peines allant de six à huit mois de prison pour rassemblement illégal. Les faits remontent au 26 septembre 2014, date où ils ont investi Civic Square, la place des droits civiques, siège du gouvernement. Ce rassemblement a déclenché une série de sit-in durant 79 jours, baptisée « mouvement des parapluies » (lire par exemple Kwok et Chan 2017 ; Ng 2016). Lors du procès qui s'est tenu en août 2016 au Tribunal de l'est de première instance, la magistrate June Cheung Tin-ngan a jugé que ce délit différait des affaires criminelles habituelles et a condamné Law et Wong à des peines d'intérêt général et Chow à une peine de prison avec sursis, afin qu'il puisse poursuivre ses études à l'étranger⁽¹⁾. Le ministère de la Justice a estimé que le jugement était trop clément et a fait appel afin d'obtenir des peines plus sévères. La Cour d'appel a ensuite jugé que le procès initial « ne prenait pas en compte le fait que les jugements devaient comporter un élément dissuasif et avait accordé trop de poids aux circonstances personnelles et aux motifs des défendeurs »⁽²⁾. Afin de justifier son intervention, elle a expliqué que la magistrate n'avait pas tenu compte du sérieux de l'affaire et avait commis une erreur en condamnant à des travaux d'intérêt général.

Deux jours avant l'incarcération des leaders d'*Occupy*, 13 militants des droits fonciers, qui ont aussi été condamnés pour rassemblement illégal à des peines d'intérêt général pour avoir protesté contre le plan de financement et de développement des nouveaux territoires du nord-est en 2014, ont également été condamnés en appel à des peines de huit à 13 mois de prison par la Cour d'appel le 15 août 2017⁽³⁾. Suite aux démonstrations publiques d'opposition engendrées par la disqualification de quatre parlementaires pro-démocratie (Lau Siu-lai, Nathan Law Kwun-chung, Leung Kwok-hung et Yiu Chung-yim) en juillet 2017 notamment, l'incarcération des leaders d'*Occupy* et des militants des droits fonciers a contribué à attirer l'attention internationale et nationale ainsi qu'à déclencher un débat public sans précédent sur l'indépendance judiciaire de Hong Kong dans divers secteurs de la société. Afin de mieux comprendre l'impact de ces événements sur la société hongkongaise, cet article offre une brève vue d'ensemble sur les réactions publiques qu'ont suscité les décisions de justice, le débat sur l'indépendance judiciaire à Hong Kong ainsi que le soutien international aux leaders d'*Occupy*.

Les réactions publiques aux décisions de justice

Le dimanche qui a suivi les deux jugements, le 20 août 2017, 22 000 personnes (selon la police) ont manifesté pour obtenir la libération immédiate

des activistes⁽⁴⁾. Au cours de ce qui a été considéré comme la plus importante manifestation de rue depuis le mouvement des parapluies en 2014, les manifestants ont qualifié le trio d'*Occupy* et les 13 militants des droits fonciers de « prisonniers politiques ». Ils se sont dits convaincus que les décisions de justice avaient subi une influence politique de Pékin et que « les activistes ont été emprisonnés afin de leur empêcher de se présenter à une élection durant les cinq prochaines années »⁽⁵⁾. Peu de temps après les manifestations, le groupe issu de la société civile Story Of the Frontiers (SOFT) est né sur les réseaux sociaux, en soutien aux activistes incarcérés⁽⁶⁾. Des chercheurs, des militants et des politiciens ont aussi créé début septembre le Fonds de soutien aux activistes emprisonnés (Imprisoned Activists Support Fund)⁽⁷⁾.

Un second rassemblement a réuni 4 300 manifestants selon la police (40 000 selon les organisateurs) le 1er octobre, le jour de la fête nationale, en soutien au trio d'*Occupy*. Alors que le premier rassemblement réclamait une libération immédiate des activistes, le second s'est surtout attaqué à l'« autoritarisme » – *weiquan* (威權) en chinois⁽⁸⁾ – et a exigé la démission

1. Jasmine Siu, « No Jail for Occupy Leaders Joshua Wong and Nathan Law, with Law Still Clear for Legco Run », *South China Morning Post*, 15 août 2016, <http://www.scmp.com/news/hong-kong/law-crime/article/2004016/no-jail-occupy-leaders-joshua-wong-and-nathan-law-law-still> (consulté le 12 octobre 2017).
2. Jasmine Siu, « Read the Hong Kong Court of Appeal's Ruling on Joshua Wong, Nathan Law and Alex Chow, Jailed for 2014 Protest », *South China Morning Post*, 19 août 2017, <http://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/2107474/read-hong-kong-court-appeals-ruling-joshua-wong-nathan-law> (consulté le 12 octobre 2017).
3. Karen Cheung, « 13 Activists Who Stormed Hong Kong Legislature Jailed Following Successful Appeal by Justice Dept. », *Hong Kong Free Press*, 15 août 2017, <https://www.hongkongfp.com/2017/08/15/13-activists-stormed-hong-kong-legislature-jailed-following-successful-appeal-justice-dept/> (consulté le 12 octobre 2017).
4. Jeffie Lam, « Protesters Turn Out in Force against Jailing of Hong Kong activists », *South China Morning Post*, 20 août 2017, <http://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/2107529/former-hong-kong-bar-association-chief-says-jailing-three> (consulté le 12 octobre 2017).
5. Tom Phillips, « Thousands March in Hong Kong for Release of Pro-democracy Leaders », *The Guardian*, 20 août 2017, <https://www.theguardian.com/world/2017/aug/20/hong-kong-pro-democracy-march-alex-chow-nathan-law-joshua-wong> (consulté le 12 octobre 2017).
6. Karen Cheung, « Imprisoned But Not Forgotten: New Group Seeks to Support Hong Kong's Jailed Democracy Activists », *Hong Kong Free Press*, 27 août 2017, <https://www.hongkongfp.com/2017/08/27/jailed-not-forgotten-new-group-seeks-support-hong-kongs-jailed-democracy-activists/> (consulté le 12 octobre 2017).
7. Karen Cheung, « Activists, Academics and Politicians Establish Independent Fund to Provide Assistance to Jailed Protesters », *Hong Kong Free Press*, 4 septembre 2017, <https://www.hongkongfp.com/2017/09/04/activists-academics-politicians-establish-independent-fund-provide-assistance-jailed-protesters/> (consulté le 12 octobre 2017).
8. « Dahui chen si wanren shangjie fan weiquan ai gang luxian » (Selon les organisateurs, 40 000 personnes ont manifesté contre l'autoritarisme et déplorant le déclin de Hong Kong), *Apply Daily*, 2 octobre 2017, <http://hk.apple.nextmedia.com/news/art/20171002/20170296> (consulté le 12 octobre 2017) ; « "Fan weiquan" youxing jingmin baoren shu cha babei cu yuan guo qiang xiatai dahui : si wanren canyu jing siqiansanbai. » (La manifestation "contre l'autoritarisme" réclame la démission de Rimsky Yuen Kwok-keung. Huit fois plus de manifestants selon les sources : Organisateurs : 40 000 manifestants. Police : 4 300), *Ming Pao*, 2 octobre 2017, https://news.mingpao.com/pns/dailynews/web_tc/article/20171002/s00002/1506879697358 (consulté le 12 octobre 2017).

de Rimsky Yuen Kwok-keung, le ministre de la Justice de la RAS⁽⁹⁾. En qualifiant l'administration hongkongaise de « gouvernement autoritaire »⁽¹⁰⁾, la protestation a pris un tournant. Auparavant orientée vers un soutien aux prisonniers, la protestation s'est tournée vers la critique du système politico-légal. Ce qui révèle une inquiétude croissante vis-à-vis de l'indépendance du système judiciaire local et de sa légitimité à défendre la liberté du peuple. Ceci se reflète dans les propos d'un manifestant de 69 ans, publiés dans un article du *South China Morning Post* : « L'État de droit est devenu une farce »⁽¹¹⁾. Pourtant, même si les manifestants ont le sentiment commun que l'État de droit est en crise, la communauté juridique n'est pas de cet avis.

Les débats sur l'indépendance judiciaire à Hong Kong

Honoré par la loi fondamentale pour son « engagement solennel » (Davis 2015, p. 279) envers les résidents hongkongais, le système judiciaire de la ville, comme le résume le juriste Fu Hualing (2017, p. 88), « est indépendant, compétent et efficace ; la magistrature est professionnelle, indépendante, et financièrement, socialement et politiquement bien munie », même après la rétrocession de 1997. Généralement considéré comme un héritage colonial, l'État de droit – tout comme la liberté et la prospérité économique – représente pour les Hongkongais une des valeurs fondamentales de la société hongkongaise. Depuis le transfert de souveraineté politique en 1997, les juridictions de la ville ont souvent été source de fierté pour ses habitants car elles distinguent la gouvernance et les modes de vie de Hong Kong de ceux de la Chine continentale. Effectivement, cette différence entre les « deux systèmes » dans l'efficacité de la loi à assurer le bien-être social se reflète dans un grand nombre de mesures objectives. Par exemple, Hong Kong figure à la 16^{ème} place du dernier *Rule of Law Index* (indice de l'État de droit) publié par le World Justice Project (WJP) en 2016 et devance de nombreuses sociétés dont les traditions démocratiques sont plus anciennes comme les États-Unis et la France, qui figurent respectivement à la 18^{ème} et à la 21^{ème} position. À l'inverse, la Chine se place 80^{ème} sur les 113 pays et territoires concernés par l'enquête⁽¹²⁾.

Étant donnée l'importance de l'État de droit – tant sur le plan administratif que symbolique – comme élément maintenant la singularité de la société hongkongaise, l'autonomie juridique de la ville a été, sans surprise, le plus brûlant et débattu sujet mis en lumière par les verdicts. En effet, peu de temps après le jugement, les journalistes et commentateurs politiques hongkongais et étrangers ont rapidement condamné la décision du ministre de la Justice de faire appel et l'ont considérée comme résultant de l'influence politique de Pékin sur le système judiciaire de Hong Kong⁽¹³⁾. Par exemple, en affirmant que les peines de prison marquaient « un tournant décisif dans l'histoire moderne de Hong Kong » et que les trois condamnés étaient les « premiers prisonniers politiques »⁽¹⁴⁾ de la ville, le *New York Times* craignait que le jugement ne compromette le statut de Hong Kong en tant que société juridiquement indépendante sous le principe constitutionnel d'« un pays, deux systèmes », qui concède aux citoyens un haut degré de liberté et d'autonomie.

Bien que les principaux médias aient vite conclu que les décisions de justice révélaient une intervention de Pékin dans le système juridique hongkongais, ce point de vue a été largement critiqué par les professionnels locaux de la justice et par les figures publiques impliquées dans le monde juridique de la ville, dont Winnie Tam Wan-chi, ancienne présidente de l'as-

sociation du barreau de Hong Kong, et Ian Grenville Cross, ancien procureur général de Hong Kong⁽¹⁵⁾. Le 18 août 2017, l'association du barreau et l'association des solliciteurs, « dans une rare manifestation d'unité, difficile à atteindre dans la majorité des cas »⁽¹⁶⁾, ont publié une déclaration commune en soutien au verdict. Ils y ont rappelé que « les tribunaux hongkongais prennent leur décision au seul regard de la loi et en toute impartialité »⁽¹⁷⁾. Dans leur déclaration, ils ont également précisé que « les commentaires infondés qui insinuaient que les décisions judiciaires av[aient] été prises ou influencées par des considérations politiques n'émanant pas de Hong Kong, ét[aient] injustifiés et nuis[aient] à notre système juridique et à Hong Kong plus largement »⁽¹⁸⁾.

Connue publiquement pour être une avocate directe et franche, critique des décisions du gouvernement chinois d'une possible interprétation de la loi fondamentale en réponse à la controverse sur la prestation de serment de 2016⁽¹⁹⁾, Tam, qui s'est fermement positionnée en faveur de la défense du système juridique de Hong Kong, a affirmé qu'elle ne voyait aucune preuve d'une ingérence du gouvernement chinois dans la décision⁽²⁰⁾. Elle a pris position publiquement en rappelant que la Cour d'appel avait prononcé des peines raisonnables en réponse au délit de rassemblement illégal⁽²¹⁾. Appelant au respect de la justice, elle a suggéré que les médias étrangers – à

9. Karen Cheung, « In Pictures: Hongkongers Rally against 'Authoritarian Gov't' on China National Day ; Demand Justice Sec. Step Down », *Hong Kong Free Press*, 1er octobre 2017, <https://www.hongkongfp.com/2017/10/01/pictures-hongkongers-rally-authoritarian-govt-china-national-day-demand-justice-sec-step/> (consulté le 12 octobre 2017).
10. *Ibid.*
11. Phila Siu et Ng Kan-chung, « National Day Protest in Hong Kong Draws 40,000 to Streets, Organisers Claim », *South China Morning Post*, 1er octobre 2017, <http://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/2113583/national-day-protest-hong-kong-draws-40000-streets> (consulté le 15 octobre 2017).
12. World Justice Project, *Rule of Law Index*, 2016, https://worldjusticeproject.org/sites/default/files/documents/RoLI_Final-Digital_0.pdf (consulté le 12 octobre 2017).
13. The Editorial Board, « Three Young Voices Versus a Superpower », *The New York Times*, 15 août 2017, https://www.nytimes.com/2017/08/15/opinion/hong-kong-activists-prisoners-china.html?rref=collection%2Fsectioncollection%2Fopinion-editorials&action=click&contentCollection=editorials®ion=stream&module=stream_unit&version=latest&contentPlacement=85&pg-type=sectionfront (consulté le 12 octobre 2017) ; Natasha Khan, « Hong Kong Protest Leader Joshua Wong Sentenced to Six Months in Jail », *The Wall Street Journal*, 17 août 2017, <https://www.wsj.com/articles/hong-kong-protest-leader-joshua-wong-sentenced-to-six-months-in-jail-1502958935> (consulté le 12 octobre 2017) ; Kent Ewing, « Hong Kong Should Protect Its Core Values, As the Communist Party's Only Claim to Legitimacy is Destined to Fade », *Hong Kong Free Press*, 4 septembre 2017, <https://www.hongkongfp.com/2017/09/04/hong-kong-protect-core-values-communist-partys-claim-legitimacy-destined-fade/> (consulté le 12 octobre 2017).
14. The Editorial Board, « Three Young Voices Versus a Superpower », *The New York Times*, 15 août 2017, https://www.nytimes.com/2017/08/15/opinion/hong-kong-activists-prisoners-china.html?rref=collection%2Fsectioncollection%2Fopinion-editorials&action=click&contentCollection=editorials®ion=stream&module=stream_unit&version=latest&contentPlacement=85&pg-type=sectionfront (consulté le 12 octobre 2017).
15. Phoebe Ng, « Justice Figure Defends Jailings », *The Standard*, 4 septembre 2017, <http://www.the-standard.com.hk/section-news.php?id=187041&sid=4> (consulté le 12 octobre 2017).
16. Suzanne Pepper, « Hong Kong's First Political Prisoners ? A Stormy Fortnight for the SAR's Core Values », *Hong Kong Free Press*, 27 août 2017, <https://www.hongkongfp.com/2017/08/27/hong-kongs-first-political-prisoners-stormy-fortnight-sars-core-values/> (consulté le 15 octobre 2017).
17. The Hong Kong Bar Association and The Law Society of Hong Kong, « Joint Statement of The Hong Kong Bar Association and The Law Society of Hong Kong in Response to Criticisms of Judicial Independence in Hong Kong », 18 août 2017.
18. *Ibid.*
19. Ellie Ng, « Hong Kong Lawyers to Hold Silent March over Beijing's Decision to Intervene in LegCo Oath Row », *Hong Kong Free Press*, 4 novembre 2016, <https://www.hongkongfp.com/2016/11/04/hong-kong-lawyers-hold-silent-march-beijings-decision-intervene-legco-oath-row/> (consulté le 12 octobre 2017).
20. *Ibid.*
21. « Shuang xue san zi beiqiu lin ding guo tan yan zhi cheng caijue zhi shangsuting liju chongfen bu rentong shi zhengzhipohai » (Concernant l'incarcération des trois leaders d'Occupay : Paul Lam Ting-kiwok et Winnie Tam Wan-chi apportent leur soutien et ne voient pas d'acte de persécution politique dans le verdict de la Cour d'appel), *Apple Daily*, 27 août 2017, <https://hk.apple.nextmedia.com/news/art/20170827/20133835> (consulté le 12 octobre 2017).

savoir le *Wall Street Journal*, le *New York Times* et *The Guardian* ⁽²²⁾ – n'avaient probablement pas étudié la décision du juge Wally Yeung Chun-kuen avant de qualifier son jugement de persécution politique ⁽²³⁾.

Bien que les professionnels hongkongais de la justice aient repoussé de manière convaincante les attaques infondées et aient mis en garde contre le fait que les accusations sans preuve pouvaient nuire à l'État de droit ⁽²⁴⁾, leurs efforts n'ont pas semblé avoir apaisé la société civile, dont la mobilisation pour le trio ne s'est pas atténuée, et ce plusieurs semaines après l'annonce des verdicts ⁽²⁵⁾. Comme l'a succinctement fait remarquer la journaliste Suzanne Pepper, basée à Hong Kong, « les avis des avocats [...] semblent avoir négligé un autre de leurs principes libéraux, à savoir que la crédibilité et la légitimité émanent [sic] tout autant des perceptions du public que des institutions et des procédures elles-mêmes » ⁽²⁶⁾. Et d'ajouter que « quand un grand nombre de personnes ne trouvent pas une décision juste et équitable, [...] peut-être que quelque chose ne va pas dans le jugement et que le scepticisme du public devrait être encouragé plutôt que muselé » ⁽²⁷⁾. En effet, qu'il y ait eu « influence extérieure » ou non sur la décision de la Cour d'appel, la réaction du public reflète la méfiance croissante des Hongkongais à l'égard des gouvernements aussi bien local que continental, ainsi que le déclin de l'autorité morale de la communauté juridique hongkongaise pour assurer la confiance du peuple dans le principe « un pays, deux systèmes ».

Le soutien international aux leaders d'Occupy

Alors que les praticiens du droit ont considéré l'emprisonnement comme une peine adaptée à un mouvement de désobéissance civile, les médias internationaux n'ont pas semblé de cet avis. De même, étant donné l'importante couverture médiatique internationale du mouvement des parapluies de 2014 et l'intérêt croissant de la recherche consacrée à l'influence et la diffusion mondiales des mouvements *Occupy* (Bennett et Segerberg 2013 ; Steger et James 2013), il est peu surprenant d'apprendre que les critiques les plus acerbes ont émané de médias et de communautés académiques en dehors du territoire hongkongais. Le *New York Times*, par exemple, fait partie des plus virulents à attirer l'attention sur les « premiers prisonniers d'opinion » de Hong Kong, où « le gouvernement local, soutenu par Pékin, est parvenu à obtenir des peines plus dures » ⁽²⁸⁾. Bari Weiss, membre de la rédaction et auteur d'opinion pour le *Times*, a affirmé que Wong, Law et Chow sont « les plus célèbres leaders à avoir poussé une Chine autoritaire à honorer ses engagements politiques et internationaux ». Il les a comparés à des dissidents politiques tels qu'Andrei Sakharov, Václav Havel et Aung San Suu Kyi et a demandé au Comité Nobel (qui s'est réuni en septembre pour délibérer des nominations) de nommer le trio pour le prix de l'année suivante ⁽²⁹⁾.

De l'autre côté de l'Atlantique, la London School of Economics and Political Sciences (LSE) a fait paraître une déclaration publique le 14 septembre ⁽³⁰⁾. Exprimant ses inquiétudes concernant Chow, qui suivait alors un parcours en master ⁽³¹⁾, le comité de direction de l'école a ainsi déclaré que « l'école avait contacté le gouvernement britannique et les autorités hongkongaises pour comprendre sa situation et chercher à obtenir des garanties quant à sa condition », et que l'école ferait en sorte que Chow puisse « terminer ses études à la LSE dès qu'il sera en mesure de le faire » ⁽³²⁾. Le 15 septembre, 36 professeurs d'institutions de renommée internationale, dont plusieurs universitaires éminents tels que David Graeber, Saskia Sassen et Richard Sennett, ont publié une lettre ouverte appelant à la libération immédiate des trois leaders et invitant « les

gouvernements de la Région administrative spéciale de Hong Kong et de la République populaire de Chine à respecter l'État de droit et les droits politiques à Hong Kong » ⁽³³⁾.

Des manifestations de solidarité ont aussi été organisées à Londres et à Taipei, où les habitants ont cherché à mettre une pression internationale sur les gouvernements chinois et hongkongais. Le jour de la manifestation massive qui s'est tenue à Hong Kong, le 20 août 2017, une centaine de manifestants se sont rassemblés devant le Hong Kong Economic, Trade, and Cultural Office, dans le district Xinyi à Taipei, en soutien aux activistes incarcérés ⁽³⁴⁾. Le 23 août, une dizaine de personnes ont manifesté devant le Bureau des affaires étrangères et du Commonwealth à Londres, où Benedict Rogers, vice-président de la Commission des droits de l'homme du Parti conservateur, « a lu une déclaration signée par 25 figures publiques, dont des parlementaires, des avocats et des leaders de la société civile du Royaume-Uni, des États-Unis, du Canada, de Malaisie, d'Indonésie et de Birmanie » ⁽³⁵⁾. Chris Patten,

22. « Tan yun zhi : bujue zhongyang xiang fating shiya wei shi fa yingxiang gang falu wending » (Winnie Tam Wan-chi : il n'y a aucune preuve d'ingérence du gouvernement chinois dans la décision de justice. L'interprétation de la loi peut nuire à la stabilité du système judiciaire de Hong Kong), *Ming Pao*, 2 septembre 2017, https://news.mingpao.com/ins/instantnews/web_tc/article/20170902/s00001/1504316479249 (consulté le 12 octobre 2017).
23. « Tan yun zhi : waiguomeiti pengji xianggang sifa "jiuchengjiu jiu" wu yanjiu fating pan ci bengang falu jie bixu fanji » (Winnie Tam Wan-chi : 99 % des médias étrangers qui ont attaqué l'État de droit hongkongais n'ont pas étudié le jugement. Il est de la responsabilité du secteur juridique de Hong Kong de réagir), *Stand News*, 2 septembre 2017, <https://www.thestandnews.com/politics/譚允芝-外國媒體抨擊香港司法-九成九九-無看法庭判詞-本港法律界必須反擊/> (consulté le 12 octobre 2017).
24. Frank Ching, « Jailing of Activists : Foreign Critics Undermine HK Rule of Law », *EJ Insight* 4, septembre 2017, <http://www.ejinsight.com/20170904-jailing-of-activists-foreign-critics-undermine-hk-rule-of-law/> (consulté le 15 octobre 2017) ; Jeffie Lam, « "Ungrounded" Attacks on Hong Kong's Judiciary are a Threat to the City's Rule of Law, Say Legal Experts », *South China Morning Post*, 26 août 2017, <http://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/2108408/ungrounded-attacks-hong-kongs-judiciary-are-threat-citys> (consulté le 15 octobre 2017).
25. Phila Siu et Ng Kan-chung, « National Day Protest in Hong Kong Draws 40,000 to Streets, Organisers Claim », *South China Morning Post*, 1er octobre 2017, <http://www.scmp.com/news/hong-kong/politics/article/2113583/national-day-protest-hong-kong-draws-40000-streets> (consulté le 15 octobre 2017).
26. Suzanne Pepper, « Hong Kong's First Political Prisoners? A Stormy Fortnight for the SAR's Core Values », *Hong Kong Free Press*, 27 août 2017, <https://www.hongkongfp.com/2017/08/27/hong-kongs-first-political-prisoners-stormy-fortnight-sars-core-values/> (consulté le 15 octobre 2017).
27. *Ibid.*
28. Alan Wong, « Joshua Wong and 2 Others Jailed in Hong Kong Over Pro-Democracy Protest », *The New York Times*, 17 août 2017, <https://www.nytimes.com/2017/08/17/world/asia/hong-kong-joshua-wong-jailed-umbrella-movement.html?mcubz=1> (consulté le 15 octobre 2017).
29. Bari Weiss, « A Nobel Prize for Hong Kong's Democrats », *The New York Times*, 17 août 2017, <https://www.nytimes.com/2017/08/17/opinion/hong-kong-democrats-prison-nobel.html?mcubz=1> (consulté le 15 octobre 2017).
30. « Statement on Imprisoned Student Alex Chow », *LSE Staff News*, 14 septembre 2017, <http://london-school-of-economics-communications.newsweaver.com/staffnewsletter/ycxwz3awz5unaju5b4o0t2?a=2&p=1888141&t=549429> (consulté le 15 octobre 2017).
31. Ellie Ng, « Gov't Loses Challenge to Unlawful Assembly Sentences against Occupy Activists Nathan Law, Joshua Wong, Alex Chow », *Hong Kong Free Press*, 21 septembre 2016, <https://www.hongkongfp.com/2016/09/21/govt-loses-challenge-to-unlawful-assembly-sentences-against-occupy-activists-nathan-law-joshua-wong-and-alex-chow/> (consulté le 12 octobre 2017).
32. « Statement on Imprisoned Student Alex Chow », *LSE Staff News*, 14 septembre 2017, <http://london-school-of-economics-communications.newsweaver.com/staffnewsletter/ycxwz3awz5unaju5b4o0t2?a=2&p=1888141&t=549429> (consulté le 15 octobre 2017).
33. Kris Cheng, « London School of Economics Pledges Support for Jailed Hong Kong Activist Alex Chow, as 36 Scholars Call for His Release », *Hong Kong Free Press*, 15 septembre 2017, <https://www.hongkongfp.com/2017/09/15/london-school-economics-pledges-support-jailed-hong-kong-activist-alex-chow-36-scholars-call-release/> (consulté le 15 octobre 2017).
34. « Shengyuan xianggang zhengzhifan bai ren jieji gang zhu tai banshichu » (En soutien aux prisonniers politiques de Hong Kong, une centaine de manifestants se sont rassemblés devant le Hong Kong Economic, Trade and Cultural Office), *Liberty Times Net*, 20 août 2017, <http://news.ltn.com.tw/news/politics/breakingnews/2169025> (consulté le 15 octobre 2017).
35. Jun Pang, « Supporters of Jailed Hong Kong Activists Stage Solidarity Protests in London and Taiwan », *Hong Kong Free Press*, 24 août 2017, <https://www.hongkongfp.com/2017/08/24/supporters-jailed-hong-kong-activists-stage-solidarity-protests-london-taiwan/> (consulté le 15 octobre 2017).

le dernier gouverneur britannique ayant servi à Hong Kong entre 1992 et 1997 et qui est actuellement président honoraire de l'université d'Oxford, a condamné l'incarcération des activistes du mouvement des parapluies au festival du livre d'Edimbourg et a déclaré au public présent que « l'on se souviendra de leurs noms, longtemps après que le mien tombe dans l'oubli et peut-être même longtemps après qu'on oublie le nom du président Xi Jinping »⁽³⁶⁾. Malgré un soutien public qui a atteint des niveaux sans précédent chez les leaders de la société civile dans le monde entier, il reste à voir, dans les années à venir, quel sera leur impact réel sur le développement démocratique de Hong Kong.

Conclusion

Tout comme d'autres épisodes récents de réactions publiques postérieurs au mouvement des parapluies, tels que lors de la disqualification des parlementaires, de l'annonce du projet d'application de la loi continentale sur la ligne à grande vitesse Canton-Shenzhen-Hong Kong ou encore de la récente nomination de la nouvelle chef de l'exécutif Carrie Lam malgré une forte opposition⁽³⁷⁾, l'incarcération des activistes d'Occupy a ravivé une inquiétude publique autour de la question de savoir si le verdict allait ou non mettre fin à l'autonomie juridique de Hong Kong et à la lutte des Hongkongais pour le suffrage universel. Toutefois, selon de nombreux chercheurs dont Meaghan Morris (2017, p. 22), pour des Hongkongais habitués à vivre « des expériences d'attente clairement délimitées temporellement avec d'abord de la "rétrocession" après l'accord sino-britannique (1984-1996), et maintenant avec un long interrègne du principe "un pays, deux systèmes" (1997-2046) », cette conjecture pessimiste sur l'avenir de la ville et l'angoisse publique qu'elle induit n'ont rien de nouveau. Dans une lettre écrite en prison le 22 septembre, Alex Chow a probablement raison de souligner et de rappeler à ses soutiens que les prises de conscience des problèmes de la ville ont souvent émergé par temps de crise : « Les valeurs fondamentales de la société hongkongaise se sont toujours formées et développées dans des circonstances fragiles (*xianggang de hexin jiazhi, xianglai dou shi zai cuiruo dangzhong chengzhang* 香港的核心價值，向來都是在脆弱當中成長) »⁽³⁸⁾.

En résonance à la déclaration de Chow, le célèbre critique culturel Ackbar Abbas (1992, p. 3-4) a rappelé que Hong Kong, en tant qu'entité culturelle

unique digne d'attention, était une idée relativement nouvelle qui a émergé « seulement après la visite de Thatcher en Chine et encore plus après Tiananmen ». Soutenant que la culture hongkongaise est un espace en disparition « dont l'apparition est postulée sur l'imminence de sa disparition » (Abbas 1997, p. 7), Abbas a suggéré que « la fin anticipée de Hong Kong telle qu'elle est connue formait les prémices d'une profonde inquiétude autour de ses spécificités culturelles et historiques propres » (*ibid.*). En effet, au lieu d'être un témoin passif de la disparition de ses spécificités depuis la rétrocession de 1997, la ville a été au centre d'un regain d'intérêt local sans précédent et du développement d'une identité propre à Hong Kong liée à son territoire qui ont dépassé les discours des histoires officielles (anglaise ou chinoise) (Chen et Szeto 2015). En témoigne le développement très médiatisé des mouvements pour la préservation du patrimoine qui ont suivi les démolitions du Star Ferry Pier en 2007 et du Queen's Pier en 2008 (Chen et Szeto 2015 ; Henderson 2008 ; Ku 2012). Suivant cette même ligne d'optimisme académique, plutôt que de spéculer sur quand ou comment les spécificités hongkongaises vont disparaître, il serait peut-être plus productif d'examiner la résistance de la ville et de se demander quelles autres nouvelles formations culturelles y apparaîtront et redynamiseront son état actuel de fragilité.

■ Ting-Fai Yu est assistant de recherche au CEFC
(tingfai.88.uk@gmail.com)

Cette synthèse de presse est compilée à partir d'une sélection des revues de presse bimensuelles du CEFC, disponibles sur www.cefc.com.hk.

36. Reuters Staff, « Jailed Hong Kong Democracy Leaders Should be Source of Pride, Says Patten », *Reuters*, 18 août 2017, <https://www.reuters.com/article/us-hongkong-politics-patten/jailed-hong-kong-democracy-leaders-should-be-source-of-pride-says-patten-idUSKCN1AY0YW> (consulté le 15 octobre 2017).
37. Claudia Mo, « This Is the Beginning of the End of Hong Kong », *The Guardian*, 7 novembre 2016, <https://www.theguardian.com/world/2016/nov/07/this-is-the-beginning-of-the-end-of-hong-kong-china> (consulté le 15 octobre 2017) ; Christine Wang, « Activists Risk 'the End of Hong Kong' If They Respond the Wrong Way to Beijing, Experts Say », *CNBC*, 29 juin 2017, <https://www.cnbc.com/2017/06/29/activists-risk-the-end-of-hong-kong-if-they-respond-the-wrong-way-to-beijing-experts-say.html> (consulté le 15 octobre 2017).
38. Alex Chow, « Yu zhong shu-huangyan siqi women xu you shuochu zhenxiang de yongqi » (Lettre de prison : les mensonges sont partout, nous devons avoir le courage de dire la vérité), *Inmedia*, 2 septembre 2017, <https://www.inmediahk.net/node/1051826> (consulté le 15 octobre 2017).

Références bibliographiques

ABBAS, Ackbar. 1992. « Introduction: The Last Emporium: Verse and Cultural Space ». In Ackbar Abbas, Leung Ping-kwan et Gordon T. Osing, *City at the End of Time*. Hong Kong : Twilight Books. 3-19.

ABBAS, Ackbar. 1997. *Hong Kong: Culture and the Politics of Disappearance*. Minneapolis : University of Minnesota Press.

BENNETT, W. Lance, et Alexandra SEGERBERG. 2013. *The Logic of Connective Action: Digital Media and the Personalization of Contentious Politics*. New York : Cambridge University Press.

CHEN, Yun-chung, et Mirana M. SZETO. 2015. « The Forgotten Road of Progressive Localism: New Preservation Movement in Hong Kong ». *Inter-Asia Cultural Studies* 16 (3) : 436-453.

DAVIS, Michael C. 2015. « The Basic Law, Universal Suffrage and the Rule of Law in Hong Kong ». *Hastings International and Comparative Law Review*. 28 (2) : 275-298.

FU, Hualing. 2017. « Political Protest in High-Income Societies: The Case of the Occupy Central Movement in Hong Kong ». In Brian Christopher Jones (éd.), *Law and Politics of the Taiwan Sunflower and Hong Kong Umbrella Movements*. New York : Routledge. 83-99.

HENDERSON, Joan C. 2008. « Conserving Hong Kong's Heritage: The Case of Queen's Pier ». *International Journal of Heritage Studies* 14 (6) : 540-554.

KU, Agnes Shuk-mei. 2012. « Remaking Places and Fashioning an Opposition Discourse: Struggle over the Star Ferry Pier and the Queen's Pier in Hong Kong ». *Environment and Planning D: Society and Space* 30 (5) : 5-22.

KWOK, Chi, et Ngai Kwung CHAN. 2017. « Légitimité et démocratisation forcée dans les mouvements sociaux : Une étude de cas du mouvement des parapluies à Hong Kong ». *Perspectives chinoises* 2017 (3) : 7-16.

MORRIS, Meaghan. 2017. « Hong Kong Liminal: Situation as Method ». In Yiu Wai Chu (éd.), *Hong Kong Culture and Society in the New Millennium: Hong Kong as Method*. Singapour : Springer. 3-32.

NG, Jason Y. 2016. *Umbrellas in Bloom: Hong Kong Occupy Movement Uncovered*. Hong Kong : Blacksmith Book.

STEGE, Manfred B., et Paul JAMES. 2013. « Levels of Subjective Globalization: Ideologies, Imaginaries, Ontologies ». *Perspectives on Global Development and Technology* 12 : 17-40.